RÉPUBLIQUE DU CONGO
UNITÉ – TRAVAIL – PROGRÈS
****
MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DU PORTEFEUILLE PUBLIC
****

RAPPORT
SUR L'EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT

AU 30 SEPTEMBRE 2025

NOVEMBRE 2025

SOMMAIRE

INTRODUCTION **5**
EXECUTION DU BUDGET AU 30 SEPTEMBRE 2025 ..... **7**
1.1 Exécution des recettes budgétaires **7**
1.1.1 Recettes fiscales 8
1.1.1.1 Impôts et taxes intérieurs 9
1.1.1.2 Droits et taxes de douanes 9
1.1.2 Dons et legs et fonds de concours 10
1.1.3 Cotisations Sociales 10
1.1.4 Autres recettes 10
1.1.4.1 Recettes pétrolières 10
1.1.4.2 Recettes de portefeuille 10
1.1.4.3 Droits et frais administratifs 11
1.1.4.4 Vente de gaz 11
1.1.4.5 Redevance forestière 11
1.2 Exécution des dépenses budgétaires **11**
1.2.1 Dépenses du budget général 12
1.2.1.1 Charges financières de la dette 12
1.2.1.2 Dépenses de personnel 13
1.2.1.3 Dépenses de biens et services 13
1.2.1.4 Dépenses de transfert 13
1.2.1.5 Dépenses d'investissement 13
1.2.1.6 Autres dépenses 13
1.2.2 Dépenses des budgets annexes 14
1.2.3 Dépenses des comptes spéciaux du trésor 14
1.3 Exécution des dépenses par programme et dotation **14**
1.3.1 Dépenses par programme 14
1.3.2 Dépenses par dotation 15
1.4 Exécution des dépenses sociales **15**
1.4.1 Dépenses sociales par nature 15
1.4.2 Dépenses sociales par secteur 16
EVOLUTION DES SOLDES BUDGÉTAIRES AU 30 SEPTEMBRE 2025 ..... **17**
2.1 Solde budgétaire global **17**
2.2 Solde primaire de base **17**
2.3 Solde primaire de base hors pétrole **17**

OPERATIONS DE TRESORERIE ET DE FINANCEMENT AU 30 SEPTEMBRE 2025 18
3.1 Situation du financement extérieur 18
3.1.1 Tirages 18
3.1.2 Amortissement de la dette extérieure 18
3.2 Situation du financement intérieur 18
3.2.1 Apport du système bancaire 18
3.2.2 Titre publics non-résidents 19
3.2.3 Remboursement de la dette intérieure 19
3.3 Solde de financement et de trésorerie 19
Annexe 1 : Exécution des recettes du budget de l'Etat au 30 septembre 2025 22
Annexe 2 : Execution des recettes des impôts et taxes au 30 septembre 2025 23
Annexe 3 : Exécution des dépenses du budget de l'Etat au 30 septembre 2025 24
Annexe 4 : Execution des dépenses par programme au 30 septembre 2025 25
Annexe 5 : Execution des dépenses par dotation au 30 septembre 2025 29
Annexe 6 : Execution des dépenses sociales par secteur au 30 septembre 2025 30
Annexe 7 : Situation des soldes du budget de l'Etat au 30 septembre 2025 31

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Exécution par type de budget à fin septembre 2025 (en milliards de FCFA) 7
Tableau 2: Exécution des recettes par titre à fin septembre 2025 (en milliards de FCFA) 8
Tableau 3: Exonérations fiscales au 30 septembre 2025 (en milliards de FCFA)..... 9
Tableau 4: Etat de mobilisation des autres recettes au 30 septembre 2025 (en milliards de FCFA)..... 11
Tableau 5: Situation du financement et de la trésorerie au 30 septembre 2025 (en milliards de FCFA) 20

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1: Réalisation des recettes fiscales au 30 septembre 2025 (en milliards de FCFA) 8
Graphique 2: Exécution des dépenses de l'Etat au 30 septembre 2025 (en milliards de FCFA) 12
Graphique 3: Exécution par nature de dépenses au 30 septembre 2025 (en milliards de FCFA) 14
Graphique 4: Exécution des dépenses sociales au 30 septembre 2025 15
Graphique 5: Soldes budgétaires au 30 septembre 2025 (en milliards de FCFA)..... 17

INTRODUCTION

Le budget de l'État au troisième trimestre 2025 a été exécuté dans un contexte économique mondial marqué par une décélération continue de l'inflation, malgré la persistance de pressions inflationnistes sur certains biens et services.

En dépit d'un resserrement significatif et coordonné des politiques monétaires à l'échelle mondiale, l'activité économique a fait preuve d'une résilience remarquable durant ce processus de désinflation, parvenant à éviter une récession. En 2025, la croissance mondiale a ralenti pour atteindre 3,0 %, contre 3,3 % en 2024. Ce ralentissement est principalement dû à une baisse de la production dans les économies avancées (en particulier les grandes nations européennes) ainsi que dans les pays émergents et en développement (notamment ceux d'Asie centrale).

Comme par le passé, les perspectives économiques mondiales actuelles dépendront largement des décisions des autorités budgétaires et monétaires, de leurs impacts internationaux, de l'intensité des forces en jeu dans la fragmentation géoéconomique et de la capacité des gouvernements à mettre en œuvre des réformes structurelles longtemps attendues.

Les dynamiques sous-jacentes aux perspectives de l'économie mondiale révèlent d'importantes disparités régionales :

Aux États-Unis, la croissance devrait ralentir à 1,9 % en 2025, contre 2,8 % en 2024, en raison d'une politique budgétaire plus restrictive.

Dans la zone Euro, le taux de croissance du PIB s'est établi à 1,0 % en 2025, contre 0,9 % en 2024.

Dans les pays émergents et en développement, la croissance a ralenti en 2025, à 4,0 % contre 4,1 % en 2024. En Asie, la croissance globale s'établirait à 4,1 % en 2025, contre 4,5 % en 2024. Ce repli s'explique par des facteurs tels que les tensions géopolitiques, l'incertitude politique et le ralentissement de la demande extérieure. L'Inde a enregistré une production de 6,4 % en 2025, après 6,5 % en 2024, tandis que la Chine voyait sa croissance révisée à la baisse, à 4,8 % contre 5,0 %, du fait de la fragilité de la demande intérieure et des effets potentiels des tensions commerciales.

En Afrique subsaharienne, la croissance régionale s'établirait à 4,0 % sur l'ensemble de la période 2024-2025. Le Nigéria maintient une croissance stable à 3,4 %, tandis que l'Afrique du Sud passe de 0,5 % en 2024 à 1,0 % en 2025.

Selon le rapport de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) du 29 septembre 2025, la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) enregistrerait un léger repli du PIB réel à 2,6 % en 2025, contre 2,7 % en 2024. Cette évolution est liée au recul important des activités pétrolières et gazières, malgré la fermeté des activités non pétrolières. Les tensions inflationnistes dans la zone devraient baisser à 2,6 % en moyenne annuelle en 2025, contre 4,1 % en 2024.

Au niveau national, le comité de cadrage macroéconomique et budgétaire (CCMB) projette une reprise de la croissance économique à 3,1 % en 2025, contre 2,6 % en 2024. Cette reprise, liée aux performances du secteur hors-pétrole, resterait toutefois sensible à la production pétrolière. Le secteur hors-pétrole afficherait une croissance dynamique, atteignant 3,6 % en 2025.

Ainsi, au 30 septembre 2025, l’exécution budgétaire s’est soldée par un excédent budgétaire de 94,8 milliards de FCFA contre 207, 0 milliards de FCFA une année auparavant.

Les recettes et les dépenses du budget de l'Etat sont réalisées respectivement à 1 692,4 milliards de FCFA (66,3%) et 1 597,5 milliards de FCFA (72,7%) contre 1 622,9 milliards de FCFA (62,3%) et 1 415,9 milliards de FCFA (68,4%) l'année dernière à la même période.

Le présent rapport, a pour objet de présenter l'exécution du budget au 30 septembre 2025. Il est structuré en trois chapitres déclinés de la manière suivante : (i) le premier est consacré aux résultats de l'exécution du budget de l'Etat ; (ii) le deuxième examine les différents soldes ; (iii) et le dernier décrit les opérations de trésorerie et de financement.

EXECUTION DU BUDGET AU 30 SEPTEMBRE 2025

Au 30 septembre 2025, les recettes et les dépenses du budget de l'Etat sont réalisées respectivement à 1 692,4 milliards de FCFA (66,3%) et 1 597,5 milliards de FCFA (72,7%) contre 1 622,9 milliards de FCFA (62,3%) et 1 415,9 milliards de FCFA (68,4%) l'année dernière à la même période. Il se dégage un solde budgétaire excédentaire de 94,8 milliards de FCFA contre 207,0 milliards de FCFA une année auparavant, à la même période.

Par ailleurs, le budget général est exécuté en recettes à 1 628,8 milliards de FCFA et en dépenses à 1 533,9 milliards de FCFA pour des prévisions annuelles de 2 411,0 milliards de FCFA et 2059,0 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 67,6% pour les recettes et 74,5% pour les dépenses.

Les recettes et les dépenses des budgets annexes sont réalisées à 0,1 milliard FCFA pour des prévisions de 8,8 milliards de FCFA avec un même taux de réalisation de 0,9%. Elles sont en diminution de 1,6 milliards de FCFA (-94,1%) par rapport au niveau atteint à fin septembre 2024.

S'agissant des comptes spéciaux du trésor, ils sont exécutés en recettes et en dépenses à 63,5 milliards de FCFA (48,5%) contre 46,4 milliards de FCFA (34,2%), l'année passée à la même période.

Tableau 1: Exécution par type de budget à fin septembre 2025 (en milliards de FCFA)

TYPES DE BUDGET	RECETTES			DEPENSES			SOLDE	
	Prévisions	Exécution	(%)	Prévisions	Exécution	(%)	Prévisions	Exécution
Budget général	2 411,0	1 628,8	67,6	2 059,0	1 533,9	74,5	352,0	94,8
Budgets annexes	8,8	0,1	0,9	8,8	0,1	0,9	0,0	0,0
Comptes spéciaux du trésor	130,9	63,5	48,5	130,9	63,5	48,5	0,0	0,0
TOTAL BUDGET DE L'ETAT	**2 550,7**	**1 692,4**	**66,3**	**2 198,7**	**1 597,5**	**72,7**	**352,0**	**94,8**

Source: **DGB**

1.1 Exécution des recettes budgétaires

Au 30 septembre 2025, les recettes budgétaires réparties en grande masse, sont exécutées ainsi qu'il suit :

- recettes fiscales, prévues à 1 075,3 milliards de FCFA, sont réalisées à 791,1 milliards de FCFA, correspondant à 73,6 % des prévisions de l'année. Ces réalisations sont en hausse de 11,3% par rapport au niveau de 2024 et à la même période, qui était de 710,6 milliards de FCFA (76,0%) ;
- recettes non fiscales, prévues à 1 475,4 milliards de FCFA, sont exécutées à 901,3 milliards de FCFA, soit un taux de 61,1%. Elles sont en baisse de 11,0 milliards de FCFA (-1,2%) par rapport au niveau atteint en 2024 et à la même période.

La décomposition des recettes non fiscales se présente comme suit :

- dons et legs et fonds de concours, prévus à 73,0 milliards de FCFA, sont mobilisés à 28,9 milliards de FCFA, soit 39,7% de l'objectif annuel. Comparés au 30 septembre 2024, les dons sont en hausse de 3,5 milliards de FCFA (87,9%) ;

- cotisations sociales, recouvrées à 48,4 milliards de FCFA (53,3%) contre 45,4 milliards de FCFA (53,6%) à fin septembre 2024 ;
- autres recettes, prévues à 1 311,7 milliards de FCFA, sont exécutées à 823,9 milliards de FCFA, soit un taux de 62,8%. Comparées au niveau atteint au 30 septembre 2024, ces recettes sont en baisse de 17,7 milliards de FCFA (-2,1%).

Tableau 2: Exécution des recettes par titre à fin septembre 2025 (en milliards de FCFA)

	LFI 2025	Réal.
Recettes fiscales	1 075,3	791,1
Dons et legs et fonds de concours	73,0	28,9
Cotisations sociales	90,7	48,4
Autres recettes	1 311,7	823,9
Total	**2 550,7**	**1 692,4**

Source: **DGB_DEP**

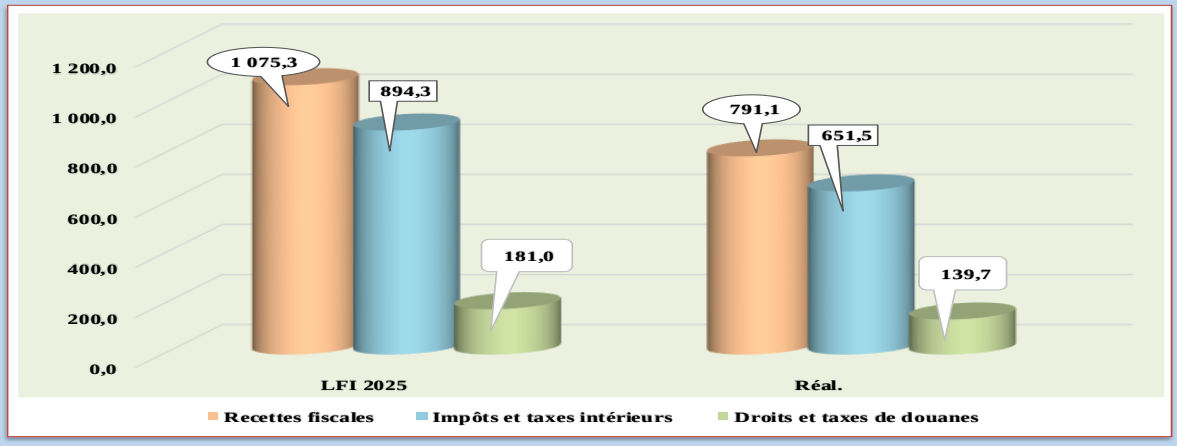
1.1.1 Recettes fiscales

Au 30 septembre 2025, les recettes fiscales sont mobilisées à 791,1 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 73,6%. La contribution de ces deux composantes se présente de la manière suivante :

- impôts et taxes intérieurs, recouvrés à 651,5 milliards de FCFA (72,8%) contre 593,0 milliards de FCFA (79,2%) une année auparavant et à la même période ;
- droits et taxes de douanes, réalisés à 139,7 milliards de FCFA, soit un taux de recouvrement de 77,2%. Ils sont en augmentation de 22,1 milliards de FCFA (18,8%) par rapport au niveau de réalisation de 2024 à la même période.

Le graphique ci-dessous présente la réalisation des recettes fiscales au 30 septembre.

Graphique 1: Réalisation des recettes fiscales au 30 septembre 2025 (en milliards de FCFA)



Source: **DGB_DEP**

1.1.1.1 Impôts et taxes intérieurs

Les impôts et taxes intérieurs mobilisés sont en augmentation de 58,5 milliards de FCFA (9,9%) par rapport au niveau d'exécution de 2024 à la même période.

La répartition par nature des impôts et taxes intérieurs se déclinent ainsi qu'il suit :

- taxe sur la valeur ajoutée, recouvrée à 216,6 milliards de FCFA contre 179,1 milliards de FCFA en 2024 ;

- impôts sur le revenu des personnes physiques, mobilisés à 135,3 milliards de FCFA contre 104,9 milliards de FCFA à fin septembre 2024 ;

- impôts sur les sociétés, perçus à 229,8 milliards de FCFA contre 232,9 milliards de FCFA une année auparavant, à la même période ;

- droits d'accises, recouvrés à 25 milliards de FCFA contre 14,5 milliards de FCFA au 30 septembre de l'année passée ;

- droits d'enregistrement et de timbre mobilisés à 11,4 milliards de FCFA contre 7,7 milliards de FCFA en 2024 ;

- taxe sur les transferts des fonds, mobilisée à 11,2 milliards de FCFA contre 16,1 milliards de FCFA en 2024 ;

- taxe unique sur les salaires, mobilisée à 6,7 milliards de FCFA contre 9,1 milliards de FCFA à fin septembre 2024.

1.1.1.2 Droits et taxes de douanes

Pour une prévision de 181,0 milliards de FCFA, les recettes de droits de douane sont réalisées à 139,7 milliards de FCFA à fin septembre 2025 contre 117,6 milliards de FCFA (63,2) une année auparavant et à la même période.

Par ailleurs, les exonérations accordées par l'Etat sont en augmentation de 67,3 milliards de FCFA (15,0%) par rapport au niveau de réalisation de 2024 et à la même période.

Le tableau ci-après illustre l'état des exonérations au 30 septembre 2025.

Tableau 3: Exonérations fiscales au 30 septembre 2025 (en milliards de FCFA)

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Total au 30 Sept. 2 025	Total au 30 Sept. 2 024	(%) Variation
Exonérations dues au secteur pétrolier	36,0	29,4	33,7	32,3	29,3	21,8	43,9	43,5	28,6	298,4	264,0	13,0
Exonérations réglementaires	17,7	58,3	19,6	16,3	20,3	20,9	21,4	17,9	21,7	214,2	183,2	16,9
Exonérations réglementaires douanières	*12,4*	*51,6*	*14,9*	*12,2*	*14,3*	*14,5*	*12,1*	*11,7*	*14,0*	*157,7*	*118,7*	32,9
Contribution de l'Etat à l'investissement	*5,3*	*6,7*	*4,8*	*4,1*	*6,0*	*6,4*	*9,2*	*6,3*	*7,7*	*56,5*	*64,5*	-12,4
Exonérations exceptionnelles	0,5	0,1	0,2	0,1	0,4	0,5	0,8	0,1	0,3	3,0	1,1	171,0
Total	54,1	87,8	53,5	48,7	50,1	43,1	66,1	61,6	50,7	515,7	448,4	15,0

Source : **DGB_DGDDI**

1.1.2 Dons et legs et fonds de concours

Pour une enveloppe prévisionnelle de 73,0 milliards de FCFA, les dons sont mobilisés à 28,9 milliards de FCFA (39,7%) contre 25,4 milliards de FCFA (45,7%) atteint l'année passée et à la même période.

1.1.3 Cotisations Sociales

Prévues à 90,7 milliards de FCFA, les cotisations sociales sont recouvrées à 48,4 milliards de FCFA (53,3%) contre 45,4 milliards de FCFA (53,6%) l'année passée et à la même période. Ces cotisations se répartissent ainsi qu'il suit :

- part patronale au profit de la CRF, recouvrée à hauteur de 30,0 milliards de FCFA ;
- part patronale au profit de la CNSS, réalisée à 2,9 milliard de FCFA ;
- part ouvrière au profit de la CRF, exécutée à 15,0 milliards de FCFA ;
- part ouvrière au profit de la CNSS, recouvrée à hauteur de 0,4 milliard de FCFA.

1.1.4 Autres recettes

Les autres recettes, prévues à 1 311,7 milliards de FCFA, sont recouvrées à 823,9 milliards de FCFA (62,8%) au 30 septembre 2025 contre 841,6 milliards de FCFA (55,0%) l'année passée, à la même période. La réalisation de ces recettes est tirée essentiellement par les recettes pétrolières à 744,5 milliards de FCFA (60,5%).

La réalisation des autres recettes par différentes rubriques se présente ainsi qu'il suit :

1.1.4.1 Recettes pétrolières

Pour une prévision de 1 230,1 milliards de FCFA, ces recettes sont réalisées à 744,5 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 60,5%. Ces réalisations sont en diminution de 42,6 milliards de FCFA (-5,4%) comparées au niveau de fin septembre 2024.

Les recettes pétrolières sont structurées de la manière suivante :

- produits de vente de cargaisons, mobilisés à 605,8 milliards de FCFA (49,7%) contre 668,8 milliards de FCFA (46,1%) atteint l'année dernière, à la même période ;
- produits de commercialisation, recouvrés à 44,9 milliards de FCFA contre 50,8 milliards de FCFA au 30 septembre 2024 ;
- transferts pétroliers réalisés à 63,1 milliards de FCFA contre 62,1 milliards de FCFA au 30 septembre 2024
- bonus, encaissés à 30,7 milliards de FCFA contre 3,0 milliard de FCFA à fin septembre 2024.

1.1.4.2 Recettes de portefeuille

Elles sont recouvrées à 22,1 milliards de FCFA contre 6,7 milliards de FCFA en septembre 2024, constituées uniquement des dividendes reçus de la BEAC et de la SNPC.

1.1.4.3 Droits et frais administratifs

Pour une prévision de 23,5 milliards de FCFA, les droits et frais administratifs sont recouvrés à 16,6 milliards de FCFA, soit 70,9% des prévisions de l'année. Ces recettes sont en hausse de 12,8 milliard de FCFA (315%) par rapport à 2024 et à la même période.

1.1.4.4 Vente de gaz

Elle est réalisée à 10,2 milliards de FCFA pour une prévision de 26,6 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 38,3%, contre 20,7 milliards de FCFA (70,6%) au 30 septembre 2024.

1.1.4.5 Redevance forestière

Pour un objectif annuel fixé à 13,2 milliards de FCFA, elle est mobilisée à 7,4 milliards de FCFA (56,0%), contre 3,6 milliards de FCFA (35,9%) atteint en septembre 2024.

Le tableau ci-dessous résume les réalisations des autres recettes à fin septembre 2025.

Tableau 4: Etat de mobilisation des autres recettes au 30 septembre 2025 (en milliards de FCFA)

	LFI 2025	Réal.	%Réal
Autres recettes	**1 311,7**	**823,9**	**62,8**
Recettes pétrolières	1 230,1	744,5	60,5
Redevance forestière	13,2	7,4	56,0
Redevance minière	0,2	0,4	148,9
Intérêts des prêts	0,0	0,0	
Dividendes	14,8	22,1	149,1
Redevance du domaine de télecommunication	0,0	13,2	
Redevance superficiaire	1,3	0,9	67,6
Redevance sur les transactions électronique	0,0	1,0	
Autres recettes non fiscales	0,0	2,2	
Amendes et condamnations pécuniaires	2,0	0,0	0,0
Droits et frais administratifs	23,5	16,6	70,9
Vente de gaz	26,6	10,2	38,3

Source: **DGB_DEP**

1.2 Exécution des dépenses budgétaires

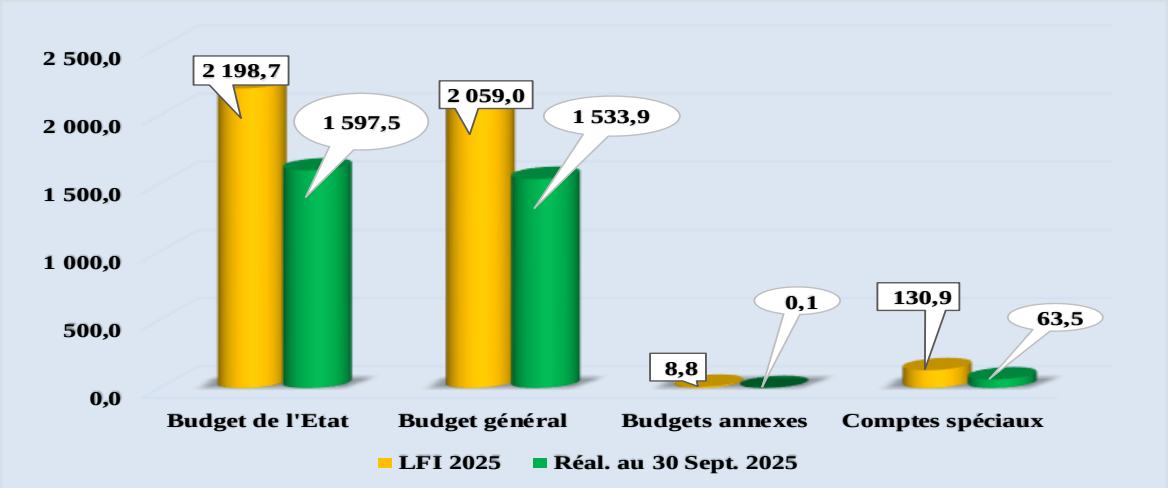
Les dépenses du budget de l'Etat ont atteint 1 597,5 milliards de FCFA à fin septembre 2025, pour des prévisions de 2 198,7 milliards de FCFA (72,7%), contre 1 415,9 milliards de FCFA (68,4%) en 2024 et à la même période. Ce niveau de réalisation est tiré par les dépenses de biens et services avec un niveau d'exécution de 444,2 milliards de FCFA (211,5%).

Au titre du budget général, prévues à 2 059,0 milliards de FCFA, les dépenses sont ressorties à 1 533,9 milliards de FCFA (74,5%) contre 1 367,8 milliards de FCFA (71,0%) à fin septembre 2024, soit une augmentation de 12,1%.

Les dépenses des budgets annexes sont exécutées à 0,1 milliard de FCFA (0,9%) contre 1,7 milliard de FCFA (21,8%) en septembre 2024. Les comptes spéciaux sont réalisés à 63,5 milliards de FCFA (48,5%) contre 46,4 milliards de FCFA (34,2%) en 2024 et à la même période.

Le graphique ci-dessous présente l'exécution des dépenses de l'Etat à fin septembre 2025.

Graphique 2: Exécution des dépenses de l'Etat au 30 septembre 2025 (en milliards de FCFA)



Source: **DGB_DEP**

1.2.1 Dépenses du budget général

Prévues à 2 059,0 milliards de FCFA, les dépenses du budget général sont exécutées à 1 533,9 milliards de FCFA, soit 74,5% des prévisions. Ces dépenses sont en hausse de 166,1 milliards de FCFA (12,1%) comparées au niveau des dépenses réalisées à la même période une année auparavant, qui était de 1 367,8 milliards de FCFA (71,0%).

Par grandes rubriques économiques, l'exécution des dépenses du budget général se présentent de la manière suivante :

1.2.1.1 Charges financières de la dette

Prévues à 331,0 milliards de FCFA, les charges financières de la dette sont exécutées à 172,9 milliards de FCFA à fin septembre 2025, soit 52,2% des prévisions de l'année. Le niveau d'exécution de ces dépenses est en baisse de 77,9 milliards de FCFA (31,1%) comparé à celui atteint une année auparavant à la même période, soit 250,8 milliards de FCFA (111,5%).

Ces charges sont payées à 123,8 milliards de FCFA contre 144,5 milliards de FCFA en septembre 2024 pour la dette intérieure et à 49,0 milliards de FCFA contre 106,3 milliards de FCFA au titre de la dette extérieure.

1.2.1.2 Dépenses de personnel

Au 30 septembre 2025, les dépenses de personnel sont ressorties à 310,1 milliards de FCFA pour un objectif de 430,0 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 72,1%. Ce niveau d'exécution est en hausse de 19,6 milliards de FCFA (6,7%) comparé à celui atteint en 2024 à la même période, qui était de 290,5 milliards de FCFA (66,8%).

1.2.1.3 Dépenses de biens et services

Pour une prévision de 210,0 milliards de FCFA, les biens et services sont ordonnancées à 444,2 milliards de FCFA (211,5%) à fin septembre 2025, contre 172,9 milliards de FCFA (91,0%) à la même période en 2024.

1.2.1.4 Dépenses de transfert

Les dépenses de transferts sont exécutées à 342,8 milliards de FCFA, soit 58,1% des prévisions de l'année. Elles sont en baisse de 46,9 milliards de FCFA (-12,0%) par rapport à leur niveau de fin septembre 2024 qui était de 389,7 milliards de FCFA (71,1%).

1.2.1.5 Dépenses d'investissement

Prévues à 417,0 milliards de FCFA, les dépenses d'investissement sont exécutées à 191,5 milliards de FCFA, soit 45,9% de l'objectif annuel. Elles sont en baisse de 11,4 milliards de FCFA comparées aux dépenses réalisées à la même période une année auparavant, qui étaient de 202,9 milliards de FCFA (44,0%).

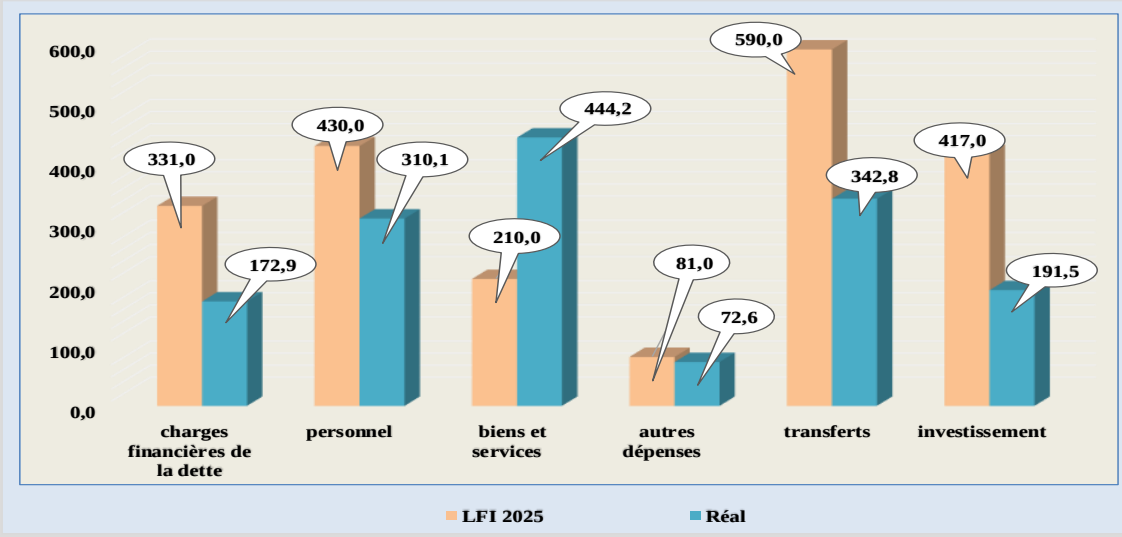
Ces dépenses sont financées à 57,4 milliards de FCFA (26,7%) sur ressources propres et à 134,1 milliards de FCFA (66,4%) sur ressources extérieures, contre respectivement 109,6 milliards de FCFA (51,5%) et 93,3 milliards de FCFA (37,6%), l'année passée, à la même période.

1.2.1.6 Autres dépenses

Pour une prévision de 81,0 milliards de FCFA, les autres dépenses (charges communes) sont mandatées à 72,6 milliards de FCFA (89,6%). Elles sont en hausse de 11,6 milliards de FCFA (19,0%) par rapport au niveau de 2024, à la même période 61,0 milliards de FCFA (91,1%).

Le graphique ci-dessous présente l'exécution par nature de dépenses à fin septembre 2025.

Graphique 3: Exécution par nature de dépenses au 30 septembre 2025 (en milliards de FCFA)



Source: **DGB_DEP**

1.2.2 Dépenses des budgets annexes

Prévues à 8,8 milliards de FCFA, les dépenses des budgets annexes sont mandatées à 0,1 milliard de FCFA (0,9%) contre 1,7 milliard de FCFA (21,8%) exécutées en 2024 et à la même période.

1.2.3 Dépenses des comptes spéciaux du trésor

Au troisième trimestre, les dépenses des comptes spéciaux du trésor sont exécutées à 63,5 milliards de FCFA pour une prévision de 130,9 milliards de FCFA (48,5%), contre 46,4 milliards de FCFA (34,2%) exécutées une année auparavant et à la même période.

1.3 Exécution des dépenses par programme et dotation

Le budget général réaménagé s'élève à 2 059,0 milliards de FCFA, reparti en cent quarante-huit (148) programmes budgétaires concourant à l'atteinte des objectifs de politiques publiques au sein des ministères et vingt et une (21) dotations au profit des institutions et ministères, contre respectivement cent trente-six (136) et vingt et une (21) dans la loi de finances initiale. Ces programmes et dotations sont rattachés aux trente-huit (38) ministères et vingt (20) institutions.

1.3.1 Dépenses par programme

Au 30 septembre 2025, les programmes budgétaires (hors dépenses de personnel) affichent une exécution de 991,4 milliards de FCFA représentant 51,4% des prévisions annuelles de 1 928,6 milliards de FCFA.

1.3.2 Dépenses par dotation

Les dotations budgétaires, quant à elles, regroupant les institutions et la couverture des dépenses accidentelles, s'établissent à 98,4 milliards de FCFA, pour des prévisions annuelles de 130,4 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 75,4%.

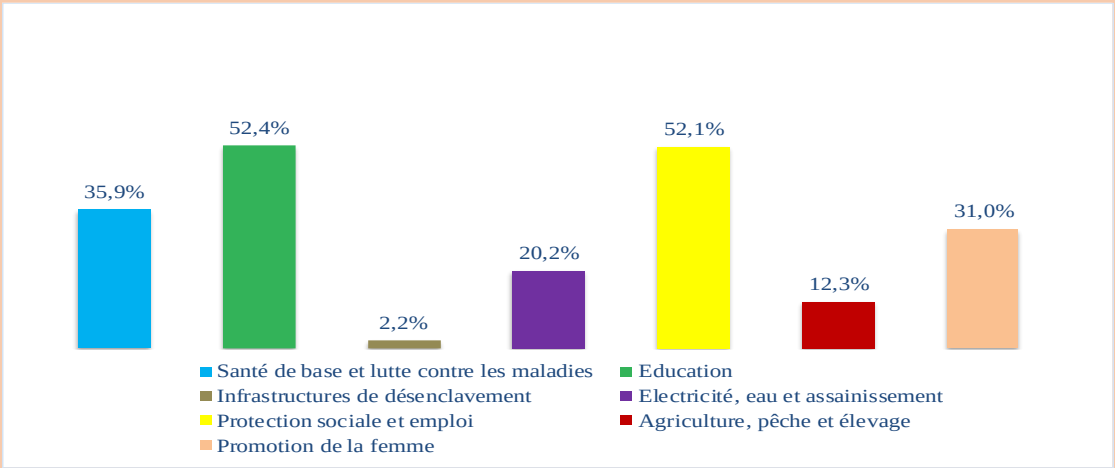
Les détails de l'exécution des programmes et dotations se trouvent en annexe.

1.4 Exécution des dépenses sociales

La situation des dépenses sociales au 30 septembre 2025 présente un niveau d'exécution de 204,2 milliards de FCFA, pour une enveloppe annuelle de 572,5 milliards de FCFA (35,7%) contre 223,0 milliards de FCFA (39,5%) à la même période de l'année précédente. Ce taux d'exécution est influencé par le secteur de l'éducation (52,4%) suivi du secteur de la protection sociale et emploi (52,1%) et de la santé de base et lutte contre les maladies (35,9%).

Le graphique ci-dessous donne une vue globale de l'exécution des dépenses sociales à fin juin 2025.

Graphique 4: Exécution des dépenses sociales au 30 septembre 2025



Source: **DGB**

1.4.1 Dépenses sociales par nature

L'exécution des dépenses sociales par nature à fin septembre se présente comme suit :

- ✓ les dépenses de biens et services, pour une prévision de 12,9 milliards de FCFA, ont connu un niveau d'exécution de 8,7 milliards de FCFA (67,2%), contre 8,9 milliards de FCFA (72,7%) au 30 septembre 2024 ;
- ✓ les dépenses de transfert sont exécutées à 184,0 milliards de FCFA (57,3%) contre 157,9 milliards de FCFA (70,8%) une année auparavant ;
- ✓ les dépenses d'investissement présentent un niveau d'exécution de 11,5 milliards de FCFA (10,2%) contre 56,3 milliards de FCFA au 30 septembre 2024.

1.4.2 Dépenses sociales par secteur

Au 30 septembre 2025, le taux d'exécution des dépenses sociales est dominé par celui du secteur de l'éducation.

L'exécution de ces dépenses se résume de la manière suivante :

- ***Education***

Pour une enveloppe globale de 161,5 milliards de FCFA, l'exécution au 30 septembre de ce secteur est de 84,7 milliards de FCFA, soit un taux de 52,4%. Ce taux est en progression de 1,7% par rapport à l'année dernière et à la même période, tiré par le programme renforcement des capacités du système éducatif et de la recherche (79,8%).

- ***Protection sociale et emploi***

Au 30 septembre 2025 les dépenses de ce secteur sont exécutées à 31,4 milliards de FCFA pour une prévision de 60,2 milliards de FCFA (52,1%) contre 29,4 milliards de FCFA au 30 septembre 2024. Ce niveau est en lien avec le programme des actions caritatives et les aides sociales (101,7%).

- ***Santé de base et lutte contre les maladies***

Prévues pour un montant global de 180,9 milliards de FCFA, les dépenses liées à ce secteur sont exécutées à 64,9 milliards de FCFA (35,9%) contre 79,5 milliards de FCFA à la même période de l'année précédente. Ce taux est tiré par le programme de lutte contre la tuberculose (177,5%).

- ***Promotion de la femme***

Les dépenses de ce secteur sont mandatées à 1,9 milliard de FCFA pour une enveloppe prévisionnelle de 6,2 milliards de FCFA (31,0%) contre 3,4 milliards de FCFA à fin septembre 2024, au profit des femmes et des jeunes filles mères (34,7%).

- ***Agriculture, pêche et élevage***

Pour une prévision de 22,9 milliards de FCFA, les dépenses de ce secteur sont exécutées à 2,8 milliards de FCFA (12,3%) contre 3,8 milliards de FCFA à la même période en 2024. Ce taux découle particulièrement de l'exécution du programme de métayage bovin (47,5%).

- ***Electricité, eau et assainissement***

Les dépenses de ce secteur sont mandatées à 17,2 milliards de FCFA pour une enveloppe prévisionnelle de 84,9 milliards de FCFA (20,2%) contre 22,7 milliards de FCFA en septembre 2024. Ce niveau est principalement influencé par l'exécution du programme assainissement des villes (46,9%).

- ***Infrastructures de désenclavement***

Prévues à 55,7 milliards de FCFA, ces dépenses ont été exécuté à 1,2 milliards de FCFA (2,2%) contre 848,0 millions de FCFA (0,8%). Ce niveau est principalement influencé par l'exécution du programme construction et réfection des infrastructures de désenclavement (routes, ponts).

EVOLUTION DES SOLDES BUDGÉTAIRES AU 30 SEPTEMBRE 2025

La situation détaillée de chaque solde au 30 septembre est décrite comme suit :

2.1 Solde budgétaire global

Au 30 septembre 2025, le solde budgétaire global dons inclus s'est établi à 94,8 milliards de FCFA, pour une prévision de 352,0 milliards de FCFA, correspondant à un taux de réalisation de 26,9%. Comparé au niveau atteint au 30 septembre 2024 (207,0 milliards de FCFA), ce solde a baissé de 112,2 milliards de FCFA.

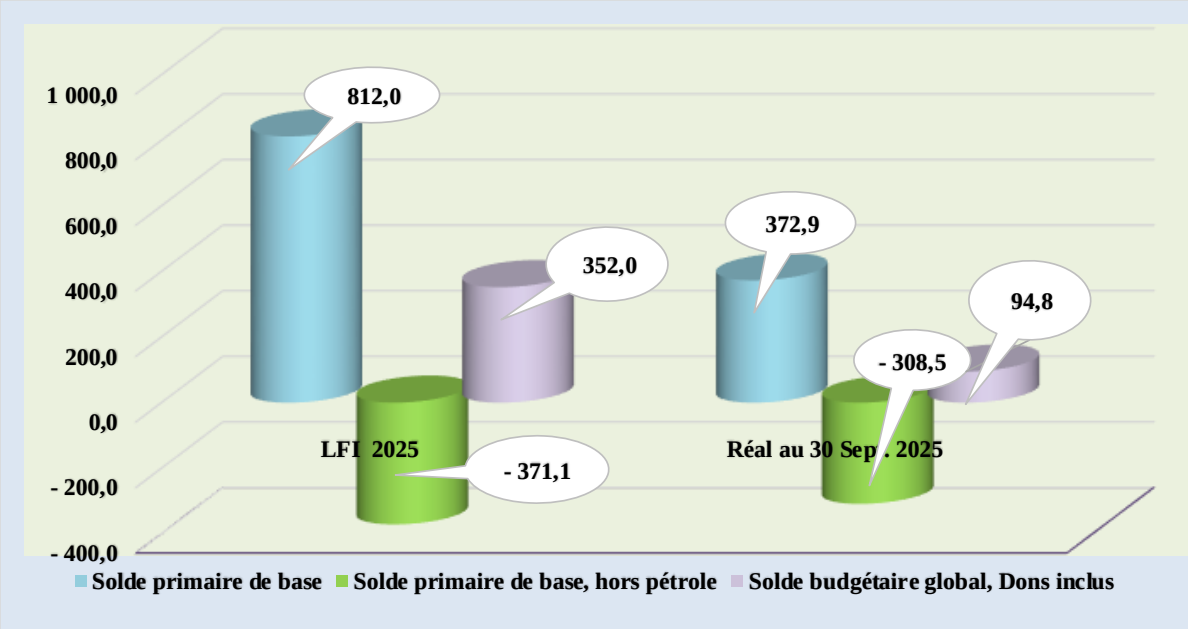
2.2 Solde primaire de base

Pour une prévision de 812,0 milliards de FCFA, le solde primaire de base s'est établi à 372,9 milliards de FCFA à fin septembre 2025, soit 45,9% de l'objectif annuel. Ce solde a connu une diminution de 29,1% par rapport à 2024 et à la même période, dont le niveau s'élevait à 525,8 milliards de FCFA.

2.3 Solde primaire de base hors pétrole

Projeté à – 371,1 milliards de FCFA, le solde primaire de base hors pétrole a atteint le niveau de – 308,5 milliards de FCFA à fin septembre 2025 (83,1%), contre – 198,2 milliards de FCFA atteint en 2024 et à la même période.

Graphique 5: Soldes budgétaires au 30 septembre 2025 (en milliards de FCFA)



Source: **DGB_DEP**

OPERATIONS DE TRESORERIE ET DE FINANCEMENT AU 30 SEPTEMBRE 2025

Au 30 septembre 2025, la situation détaillée des principaux postes des opérations de trésorerie et de financement se présente comme suit :

3.1 Situation du financement extérieur

La situation du financement extérieur net fait ressortir un financement négatif de 97,4 milliards de FCFA pour une prévision annuelle de -304,0 milliards de FCFA, contre -302,2 milliards de FCFA l'année passée et à la même période. Cette situation est consécutive à un faible niveau de mobilisation de ressources extérieures et au niveau important des amortissements nets.

3.1.1 Tirages

Prévus à 179,0 milliards de FCFA, les tirages effectués s'élèvent à 151,5 milliards de FCFA (84,7%) contre 122,7 milliards de FCFA mobilisés l'année dernière, à la même période.

3.1.2 Amortissement de la dette extérieure

Pour une prévision annuelle de 483,0 milliards de FCFA, la dette extérieure est amortie à fin septembre 2025 à hauteur de 248,9 milliards de FCFA (51,5%), contre 424,8 milliards de FCFA au 30 juin 2024.

3.2 Situation du financement intérieur

Au 30 septembre 2025, la situation du financement intérieur est ressortie négative à 273,1 milliards de FCFA, pour une prévision annuelle de -48,0 milliards de FCFA, contre – 104,7 milliards de FCFA l'année dernière, à la même période. Cette situation est consécutive au niveau élevé des charges nettes de financement comparativement aux émissions de titres publics réalisés sur le marché.

3.2.1 Apport du système bancaire

A fin septembre 2025, la position nette du gouvernement est créditrice du système bancaire de 163,7 milliards de FCFA, contre un crédit de 3,8 milliards de FCFA à fin septembre 2024. Cette situation est consécutive à la mobilisation nette de 0,1 milliard de FCFA à la BEAC et 163,9 milliards de FCFA aux banques commerciales.

3.2.2 Titre publics non-résidents

Au 30 septembre, le volume net du portefeuille des titres publics (Trésor) levé sur le marché auprès des banques non résidentes a diminué de 14,8 milliards de FCFA contre 36,7 milliards de FCFA à la même période de l'année précédente.

3.2.3 Remboursement de la dette intérieure

Pour une prévision annuelle de -155,0 milliards de FCFA, les paiements au titre de la dette intérieure sont effectués à hauteur de 56,8 milliards de FCFA (36,7%) contre -64,2 milliards de FCFA en 2024 et à la même période, dont 51,8 milliards de FCFA au titre des arriérés sociaux, 4,7 milliards de FCFA au titre des arriérés commerciaux et 0,3 milliard de FCFA de la situation du 4 mars.

3.3 Solde de financement et de trésorerie

Au 30 septembre, la situation de financement et de trésorerie affiche un gap de financement de 37,7 milliards de FCFA contre 26,4 milliards de FCFA enregistré l'année passée et à la même période. Ce besoin de financement résiduel résulte du niveau élevé des charges de financement, qui n'ont pas pu être couvertes par l'excédent du solde budgétaire base caisse.

Le tableau ci-après présente la situation détaillée des opérations de financement et de trésorerie.

Tableau 5: Situation du financement et de la trésorerie au 30 septembre 2025 (en milliards de FCFA)

	Prév	Réal. fin Sept.	% Réal
IV,- FINANCEMENT	**-352,0**	**-370,5**	**105,3%**
IV.1- EXTERIEUR NET	**-304,0**	**-97,4**	**32,0%**
Tirages	**179,0**	**151,5**	**84,7%**
Prêts projets (ressources extérieures affectées)	129,0	105,1	81,5%
Appuis budgétaires	50,0	46,4	92,8%
Amortissements nets	**-327,0**	**-181,8**	**55,6%**
Amortissement dû	-327,0	-231,5	70,8%
Variations d'arriérés extérieurs	0,0	46,6	
Accumulation d'arriérés extérieurs principal	0,0	67,4	
Réduction d'arriérés extérieurs antérieurs	0,0	-20,8	
Réechelonnements attendus	0,0	0,0	
Annulation	0,0	3,1	
Exim Bank	**-156,0**	**-67,1**	**43,0%**
IV.2- INTERIEUR NET	**-48,0**	**-273,1**	**569,0%**
Système bancaire	**22,0**	**-163,7**	**-744,2%**
Système bancaire intérieur (net)	**22,0**	**-163,7**	**-744,2%**
BEAC	**-185,0**	**0,1**	**-0,1%**
Contrepartie FMI	26,0	-10,0	-38,5%
FRPC-FEC	0,0	1,3	
Tirages DTS	0,0	-11,4	
Autres	-211,0	10,2	-4,8%
Banques commerciales	**207,0**	**-163,9**	**-79,2%**
Non bancaire	**-70,0**	**-109,4**	156,3%
Titres publics non résidents	0,0	-14,8	
Souscriptions	0,0	657,6	
Remboursements	0,0	-672,4	
Emission emprunts obligataires	85,0	0,0	
Remboursement des emprunts obligataires	0,0	-37,7	
Remboursement dette intérieure	-155,0	-56,8	36,7%
Arriérés sociaux	-100,0	-51,8	51,8%
Retraite	-80,0	-49,5	61,9%
Autres arriérés	-20,0	-2,3	11,5%
Arriérés commerciaux	-51,0	-4,7	9,1%
Sinistre du 4 Mars	-4,0	-0,3	8,6%
ECART DE FINANCEMENT GLOBAL	**0,0**	**-37,7**	

Source: **CCA_DEP**

ANNEXES

ANNEXE 1 : EXECUTION DES RECETTES DU BUDGET DE L'ETAT AU 30 SEPTEMBRE 2025

NATURE DES RECETTES	PREVISIONS LFI 2025	EXECUTION AU 30 SEPT. 2025	(%) REAL/PREVLFI
I.1- Recettes budgétaires	**2 550,7**	**1 692,4**	**66,3**
Recettes fiscales	**1 075,3**	**791,1**	**73,6**
Impôts et taxes intérieurs	894,3	651,5	72,8
Droits et taxes de douanes	181,0	139,7	77,2
Dons et legs et fonds de concours	**73,0**	**28,9**	**39,7**
Dons ordinaires et legs	73,0	28,9	39,7
Autres recettes	**1 311,7**	**823,9**	**62,8**
Redevance forestière	13,2	7,4	56,0
Redevance minière	0,2	0,4	148,9
Recettes de portefeuille	14,8	22,1	149,1
Intérêts de placement	0,0	0,0	
Dividendes	14,8	22,1	149,1
Redevance du domaine de télécommunication	0,0	13,2	
Redevance superficiaire	1,3	0,9	67,6
Redevance sur les transactions électroniques	0,0	1,0	
Autres recettes non fiscales	0,0	2,2	
Amendes et condamnations pécuniaires	2,0	0,0	0,0
Droits et frais administratifs	23,5	16,6	70,9
Vente de gaz	26,6	10,2	38,3
Contribution à la stab. des px des produits pétr	0,0	5,4	
Recettes pétrolières	1 230,1	744,5	60,5
Produits de vente des cargaisons	1 220,1	605,8	49,7
Transferts pétroliers	0,0	63,1	
Produits de commercialisation/recettes de part	0,0	44,9	
Bonus pétrolier	10,0	30,7	306,7
Recettes contributions au fonds de prévisions d	0,0	0,0	
Zone d'unitization	0,0	0,0	
Recettes exceptionnelles	0,0	0,0	
Cotisations sociales	**90,7**	**48,4**	**53,3**
Part patronale au profit de la CRF	42,0	*30,0*	71,5
Part patronale au profit de la CNSS	11,5	*2,9*	25,6
Part ouvrière au profit de la CRF	*21,0*	*15,0*	71,5
Part ouvrière au profit de la CNSS	*16,3*	*0,4*	*2,4*

Source : DGB

ANNEXE 2 : EXECUTION DES RECETTES DES IMPOTS ET TAXES AU 30 SEPTEMBRE 2025

NATURE D'IMPÔTS	TOTAL
Impots directs	**374 224 038 215**
Impots sur le revenu des personnes physiques	**135 270 251 648**
Acomptes Traitements et salaires	113 276 348 798
Acomptes Bénéfices industriels, commerciaux et artis	290 819 820
Acomptes Bénéfices non commerciaux	1 053 776 170
Acompte revenus fonciers	4 390 888 423
Autres impôts sur les revenus	16 258 418 437
Impôts sur les Sociétés	**229 808 973 482**
Acompte impot sur le bénéfice des sociétés	68 119 731 806
Taxe spéciale sur les sociétés	26 991 075 508
Impôt forfaitaire sur les sociétés	58 801 552 043
Impôt sur le revenu des valeurs mobilières	18 951 050 226
Impôt forfaitaire sur le revenu des valeurs mobilières	12 684 559 556
Autres impôts sur les sociétés	44 261 004 343
Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations	**6 704 814 796**
Taxe unique sur les salaires	6 704 814 796
Impôts sur le patrimoine	**311 167 200**
Immatriculation	45 052 662
Inscription	94 008 177
Transcriptions	138 794 902
Radiation	25 305 500
Autres mutations et conventions	8 005 959
Autres impôts directs	**2 128 831 089**
Impots global forfaitaire	1 056 645 251
CAMU	1 072 185 838
Impôts indirects	**277 242 051 466**
Impots et taxes intérieurs sur les biens et services	**265 849 209 701**
TVA nette	216 618 528 354
TVA intérieure	104 664 132 833
TVA douane	69 979 252 874
TVA PED	41 975 142 647
Droits d'Accises	24 998 225 995
Taxe sur les transferts des fonds	11 182 647 265
Taxe sur le trafic des communications électroniques	6 085 673 048
Taxe sur les jeux de hasard	353 423 771
Taxe sur abonnements et réabonnements	1 865 278 453
Taxe sur les contrats d'assurance	3 464 275 150
Taxe sur les billets d'avions V.I.	497 685 000
Taxe sur les appareils électroniques	15 233 334
Redevance audiovisuelle	768 239 331
Droits d'enregistrement et de timbre	**11 392 841 765**
Droits d'enregistrement	10 150 597 287
Droit de timbre sur titres de transports aérien	529 243 852
Droit de Timbres sur les véhicules automobiles	225 809 238
Timbre électronique fiscal	487 191 388
TOTAL IMPÔTS ET TAXES INTERIEURS	**651 466 089 681**

Source : DEP/DGID

ANNEXE 3 : EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET DE L'ETAT AU 30 SEPTEMBRE 2025

NATURE DES DEPENSES	PREVISIONS LFI 2025	EXECUTION AU 30 SEPT. 2025	(%) REAL/PREVLFI
I.2- Dépenses budgétaires	**2 198,7**	**1 597,5**	**72,7**
I.2.1- Dépenses courantes	**1 642,0**	**1 342,5**	**81,8**
Personnel	430,0	310,1	72,1
Autres dépenses courantes	***1 212,0***	***1 032,4***	**85,2**
dont dépenses sociales	*334,3*	*192,7*	57,6
Biens et services	210,0	444,2	211,5
dont dépenses sociales	12,9	8,7	67,1
Autres dépenses	81,0	72,6	89,6
Transferts	590,0	342,8	58,1
Transfert traditionnels	521,0	242,4	46,5
dont transfert sociaux	321,4	*184,1*	57,3
Transfert secteur pétrolier	47,0	63,1	134,2
Taxe maritime	*0,0*	0,1	
Yanga-Sendji	*0,0*	4,6	
Fonctionnement CEC	*0,0*	58,2	
Transfert CORAF	*0,0*	0,0	
Autres transferts	*0,0*	0,2	
Contribution transp.en commun	*0,0*	0,0	
Elections	*22,0*	22,0	
Collectivités locales	*0,0*	6,9	
Contribution à la stab. des px des pro	0,0	8,4	
Charges financières de la dette	331,0	172,9	52,2
Intérêts dette intérieure	261,5	123,8	47,4
Intérêts dette extérieure	69,5	49,0	70,6
I.2.2- Investissement	**417,0**	**191,5**	**45,9**
sur ressources internes	*215,0*	57,4	26,7
dont dépenses sociales	*112,4*	11,5	10,2
sur ressources externes	*202,0*	134,1	66,4
dont dépenses sociales	*125,8*	0,0	
I.2.3- Budgets annexes et comptes spéciaux du trésor	**139,7**	**63,6**	**45,5**
Budgets annexes	*8,8*	*0,1*	0,9
Comptes spéciaux	*130,9*	*63,5*	*48,5*

Source : DGB

ANNEXE 4 : EXECUTION DES DEPENSES PAR PROGRAMME AU 30 SEPTEMBRE 2025

(Hors dépenses du personnel)

CODE	LIBELLE	PREVISIONS 2025 CP	EXECUTION AU 30 SEPTEMBRE 2025	% D'EXEC
Code 21	**Primature**	**18 261 296 798**	**6 925 328 153**	**37,9**
001	Pilotage de la politique de la Primature	6 345 725 564	1 824 032 000	28,7
002	Stratégie Gouvernementale	7 947 981 369	4 529 613 775	57,0
003	Interventions spécifiques	3 967 589 865	571 682 378	14,4
Code 22	**Défense nationale**	**119 154 417 825**	**327 503 388 209**	**274,9**
023	Pilotage de la politique du ministère	65 465 681 917	100 802 889 039	154,0
024	Défense du territoire et consolidation de la paix	35 749 952 191	2 273 505 331	6,4
025	Equipement et infrastructures militaires	13 660 245 234	224 180 566 169	1 641,1
026	Stratégie, recherche et justice militaire	4 278 538 483	246 427 670	5,8
Code 23	**Intérieur et décentralisation**	**153 827 239 963**	**63 180 769 960**	**41,1**
027	Pilotage de la politique du ministère	65 868 142 221	51 336 811 741	77,9
028	Administration du territoire	7 174 022 901	457 059 215	6,4
029	Décentralisation	47 309 927 355	7 190 897 164	15,2
030	Ordre public et sûreté nationale	20 771 320 731	1 953 814 659	9,4
031	Prévention et gestion des risques et catastrophes	2 634 315 825	268 961 384	10,2
032	Gendarmerie nationale	10 069 510 930	1 973 225 797	19,6
Code 24	**Justice, des droits humains et promotion des peuples autochtones**	**35 998 898 819**	**4 337 914 473**	**12,1**
063	Pilotage de la politique du ministère	7 440 971 160	1 816 600 000	24,4
064	Justice judiciaire	20 146 153 419	797 135 323	4,0
065	Administration pénitentiaire	5 786 221 245	1 140 157 150	19,7
066	Droits humains	1 373 983 325	252 350 000	18,4
067	Promotion des peuples autochtones	1 251 569 670	331 672 000	26,5
Code 26	**Communication et médias, porte-parole du Gouvernement**	**22 562 805 801**	**2 880 826 468**	**12,8**
054	Pilotage de la politique du ministère	5 063 413 183	1 902 552 000	37,6
055	Audiovisuel national	14 553 152 569	429 058 566	2,9
056	Presse écrite et communication institutionnelle	2 946 240 049	549 215 902	18,6
Code 27	**Affaires foncières et domaine public chargé des relations avec le Parlement**	**7 759 882 600**	**3 281 864 899**	**42,3**
015	Pilotage de la politique du ministère	1 785 669 819	870 224 128	48,7
016	Accès au foncier	4 373 487 221	2 031 603 424	46,5
017	Domaine de l'Etat	1 600 725 560	380 037 347	23,7
Code 30	**Construction, urbanisme et Habitat**	**9 478 758 627**	**1 117 094 832**	**11,8**
074	Pilotage de la politique du ministère	1 341 267 102	638 200 000	47,6
075	Maîtrise d'ouvrage déléguée et construction	6 824 024 525	219 683 672	3,2
076	Urbanisme et habitat	1 313 467 000	259 211 160	19,7
Code 32	**Affaires sociales, solidarité et action humanitaire**	**36 640 992 134**	**11 117 401 883**	**30,3**
127	Pilotage de la politique du ministère	19 808 285 783	9 861 466 193	49,8
128	Action sociale	14 880 021 586	1 126 885 985	7,6
129	Action humanitaire	1 952 684 765	129 049 705	6,6
Code 37	**Commerce, approvisionnements et consommation**	**5 492 435 986**	**1 355 350 107**	**24,7**
008	Pilotage de la politique du ministère	1 935 854 183	1 054 749 910	54,5
009	Commerce intérieur et approvisionnement du marché	1 760 975 865	88 235 000	5,0
010	Commerce extérieur	450 892 120	114 770 000	25,5
011	Régulation du marché et contrôle qualité	1 344 713 818	97 595 197	7,3
Code 38	**Petites et moyennes entreprises, artisanat**	**6 738 063 187**	**2 307 244 061**	**34,2**
102	Pilotage de la politique du ministère	3 085 951 584	987 934 500	32,0
103	Développement des petites et moyennes entreprises	2 356 313 034	823 632 802	35,0
104	Développement de l'artisanat	1 295 798 569	495 676 759	38,3
Code 41	**Energie et Hydraulique**	**58 222 767 449**	**3 902 357 893**	**6,7**
090	Pilotage de la politique du ministère	2 825 493 906	1 091 688 808	38,6
091	Approvisionnement énergétique	21 121 403 457	1 272 766 281	6,0
141	Approvisionnement en eau	34 275 870 086	1 537 902 804	4,5

Source : DGB

(Hors dépenses du personnel)

CODE	LIBELLE	PREVISIONS 2025 CP	EXECUTION AU 30 SEPTEMBRE 2025	% D'EXEC
Code 42	**Hydrocarbures**	**53 817 283 860**	**66 489 051 475**	**123,5**
049	Pilotage de la politique du ministère	51 972 741 591	65 652 551 223	126,3
050	Gestion de l'amont pétrolier	251 110 853	100 000 000	39,8
051	Gestion de l'aval pétrolier	1 039 628 347	427 606 688	41,1
052	Valorisation du gaz naturel	233 600 989	128 350 000	54,9
053	Economie, trading et audits pétroliers	320 202 080	180 543 564	56,4
Code 44	**Transports, aviation civile et marine marchande**	**19 066 515 660**	**1 621 105 911**	**8,5**
060	Pilotage de la politique du ministère	2 248 598 355	1 315 708 303	58,5
061	Transports terrestre et aérien	14 051 953 543	216 297 608	1,5
062	Transport maritime	2 765 963 762	89 100 000	3,2
Code 45	**Postes, télécommunications et économie numérique**	**24 078 665 787**	**3 221 627 582**	**13,4**
117	Pilotage de la politique du ministère	730 628 780	463 102 000	63,4
118	Poste, télécommunication et économie numérique	23 348 037 007	2 758 525 582	11,8
Code 46	**Agriculture, élevage et pêche**	**31 017 810 144**	**4 665 244 413**	**15,0**
040	Pilotage de la politique du ministère	6 649 746 294	1 689 705 540	25,4
041	Production végétale	19 602 320 793	2 347 204 271	12,0
042	Production animale	2 839 922 307	296 808 780	10,5
043	Pêche et aquaculture durable	1 925 820 750	331 525 822	17,2
Code 47	**Economie forestière**	**18 620 494 416**	**1 706 606 731**	**9,2**
081	Pilotage de la politique du ministère	4 670 319 519	588 207 500	12,6
082	Economie Forestière	13 950 174 897	1 118 399 231	8,0
Code 51	**Enseignement supérieur**	**88 080 280 510**	**42 570 478 964**	**48,3**
105	Pilotage de la politique du ministère	3 618 879 250	2 071 205 168	57,2
106	Développement de l'enseignent supérieur	61 472 520 682	29 528 683 350	48,0
107	Vie de l'étudiant	22 988 880 578	10 970 590 446	47,7
Code 54	**Recherche scientifique et innovation technologique**	**6 968 479 231**	**2 430 693 276**	**34,9**
142	Pilotage de la politique du ministère	1 170 631 980	814 741 000	69,6
108	Recherche scientifique	4 803 241 275	1 426 923 491	29,7
109	Innovation technologique	994 605 976	189 028 785	19,0
Code 56	**Promotion de la femme, intégration de la femme au développement et économie informelle**	**8 485 811 786**	**2 753 381 569**	**32,4**
119	Pilotage de la politique du ministère	2 992 686 841	2 173 314 494	72,6
120	Promotion de la femme congolaise	2 709 314 224	195 475 995	7,2
121	Intégration de la femme au développement économique	2 037 543 262	241 095 080	11,8
122	Economie informelle	746 267 459	143 496 000	19,2
Code 57	**Fonction publique, travail et sécurité sociale**	**35 330 321 072**	**5 049 248 823**	**14,3**
004	Pilotage de la politique du ministère	10 882 594 782	4 251 323 900	39,1
005	Gestion des ressources humaines de l'Etat	18 282 205 735	515 136 600	2,8
006	Conditions de travail	3 177 532 420	113 890 586	3,6
007	Protection sociale	2 987 988 135	168 897 737	5,7
Code 58	**Santé et population**	**211 611 090 409**	**55 902 429 310**	**26,4**
083	Pilotage de la politique du ministère	37 188 823 158	13 853 847 585	37,3
084	Offre des soins	60 222 903 624	2 220 469 620	3,7
085	Accès aux soins	104 273 929 133	39 120 990 389	37,5
086	Population-santé	9 925 434 494	707 121 716	7,1
Code 63	**Coopération internationale et promotion du partenariat public-privé**	**9 747 753 142**	**3 783 605 732**	**38,8**
087	Pilotage de la politique du ministère	9 692 553 142	3 743 605 732	38,6
088	Coopération internationale	30 200 000	22 000 000	72,8
089	Partenariat Public-Privé	25 000 000	18 000 000	72,0
Code 64	**Contrôle de l'Etat, qualité du service public et lutte contre les anti-valeurs**	**3 106 637 930**	**1 860 236 928**	**59,9**
033	Pilotage de la politique du ministère	1 568 180 972	1 039 619 898	66,3
034	Contrôle d'Etat	754 675 711	392 777 030	52,0
035	Qualité du service public	386 564 380	215 700 000	55,8
036	Lutte contre les antivaleurs	397 216 867	212 140 000	53,4
Code 66	**Industries minières et géologie**	**5 677 835 383**	**2 176 476 744**	**38,3**
012	Pilotage de la politique du ministère	1 737 967 971	958 103 000	55,1
013	Ressources minérales	2 634 387 021	1 052 992 596	40,0
014	Ressources minières	1 305 480 391	165 381 148	12,7
Code 69	**Affaires étrangères, francophonie et Congolais de l'étranger**	**41 368 947 843**	**12 819 530 108**	**31,0**
037	Pilotage de la politique du ministère	6 158 113 703	4 322 118 906	70,2
038	Réseau diplomatique	35 128 616 756	8 497 411 202	24,2
039	Affaires consulaires	82 217 384	0	0,0

Source : DGB

(Hors dépenses du personnel)

CODE	LIBELLE	PREVISIONS 2025 CP	EXECUTION AU 30 SEPTEMBRE 2025	% D'EXEC
Code 70	**Finances, Budget et portefeuille public**	**483 542 044 179**	**230 127 803 027**	**47,6**
044	Pilotage de la politique du ministère	28 528 794 673	16 109 778 836	56,5
046	Relations monétaires et financières	5 693 548 189	202 716 077	3,6
047	Mobilisation des recettes budgétaires	20 310 505 123	2 029 092 372	10,0
048	Gestion de la trésorerie et de la dette	349 007 641 432	174 045 361 554	49,9
124	Budget et contrôle budgétaire	77 756 106 129	36 812 274 187	47,3
125	Comptabilité publique	468 500 000	350 800 000	74,9
126	Portefeuille public	1 353 527 417	374 580 000	27,7
139	Développemenr du secteur financier	423 421 216	203 200 000	48,0
Code 71	**Zones économiques spéciales et diversification économique**	**2 272 660 852**	**1 440 982 789**	**63,4**
057	Pilotage de la politique du ministère	836 332 126	658 285 069	78,7
058	Développement des zones économiques spéciales	1 314 510 762	705 947 720	53,7
059	Diversification économique	121 817 964	76 750 000	63,0
Code 73	**Environnement, développement durable et bassin du Congo**	**4 270 170 876**	**2 145 365 834**	**50,2**
077	Pilotage de la politique du ministère	2 364 518 601	1 684 132 677	71,2
078	Développement durable	323 863 182	97 559 804	30,1
079	Environnement	1 302 092 575	139 298 503	10,7
080	Bassin du Congo	279 696 518	224 374 850	80,2
Code 74	**Jeunesse et sports, éducation civique, formation qualifiante et emploi**	**29 475 065 447**	**7 504 283 493**	**25,5**
093	Pilotage de la politique du ministère	7 562 434 930	1 807 208 360	23,9
094	Encadrement de la jeunesse	3 945 076 346	931 078 028	23,6
095	Education civique	646 175 480	101 628 662	15,7
096	Développement du sport	8 228 884 676	2 313 949 605	28,1
097	Education physique	5 469 413 130	830 127 724	15,2
098	Formation qualifiante et emploi	3 623 080 885	1 520 291 114	42,0
Code 75	**Développement industriel et promotion du secteur privé**	**7 163 620 558**	**3 189 180 407**	**44,5**
099	Pilotage de la politique du ministère	4 005 176 598	2 877 385 030	71,8
100	Développement des industries	1 882 534 815	152 890 189	8,1
101	Promotion du secteur privé	1 275 909 145	158 905 188	12,5
Code 76	**Enseignement supérieur, recherche scientifique et innovation**	**4 070 542 798**	**4 070 542 798**	**100,0**
106	Développement de l'enseignent supérieur	4 070 542 798	4 070 542 798	100,0
Code 77	**Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et alphabétisation**	**137 811 871 792**	**22 828 427 702**	**16,6**
110	Pilotage de la politique du ministère	62 782 919 871	19 568 135 688	31,2
111	Education de base	32 605 859 471	998 954 259	3,1
112	Enseignement secondaire	39 516 939 139	1 917 216 374	4,9
113	Alphabétisation	2 906 153 311	344 121 381	11,8
Code 78	**Enseignement technique et professionnel**	**60 353 139 071**	**17 228 759 257**	**28,5**
114	Pilotage de la politique du ministère	29 118 407 206	16 523 605 255	56,7
115	Enseignement technique	14 575 468 697	212 158 030	1,5
116	Enseignement professionnel	16 659 263 168	492 995 972	3,0
Code 80	**Délégué auprès du Premier ministre, chargé de la réforme de l'Etat**	**4 480 473 560**	**1 278 400 000**	**28,5**
135	Pilotage de la politique du ministère	1 630 820 635	779 345 000	47,8
136	Réforme de l'Etat	2 849 652 925	499 055 000	17,5
Code 81	**Budget, comptes publics et portefeuille public**	**2 289 026 534**	**2 207 526 534**	**96,4**
124	Budget et contrôle budgétaire	2 207 526 534	2 207 526 534	100,0
125	Comptabilité publique	81 500 000	0	0,0
Code 82	**Economie et finances**	**327 470 924**	**327 470 924**	**100,0**
044	Pilotage de la politique du ministère	327 470 924	327 470 924	100,0
Code 83	**Industrie culturelle, touristique, artistique et loisirs**	**13 337 803 155**	**3 192 762 461**	**23,9**
130	Pilotage de la politique du ministère	4 185 940 927	2 707 801 800	64,7
131	Arts et lettres	3 214 622 676	166 886 261	5,2
132	Patrimoine culturel	1 769 565 949	69 833 888	3,9
133	Tourisme	3 928 949 482	151 395 000	3,9
134	Loisirs	238 724 121	96 845 512	40,6

Source : DGB

(Hors dépenses du personnel)

CODE	LIBELLE	PREVISIONS 2025 CP	EXECUTION AU 30 SEPTEMBRE 2025	% D'EXEC
Code 84	**Intérieur, décentralisation et développement local**	**1 977 650 155**	**1 527 650 155**	**77,2**
027	Pilotage de la politique du ministère	1 295 000 000	998 400 000	77,1
028	Administration du territoire	153 400 000	0	0,0
030	Ordre public et sûreté nationale	308 377 128	308 377 128	100,0
031	Prévention et gestion des risques et catastrophes	98 400 000	98 400 000	100,0
032	Gendarmerie nationale	122 473 027	122 473 027	100,0
Code 86	**Economie fluviale et voies navigables**	**11 323 865 707**	**960 518 657**	**8,5**
071	Pilotage de la politique du ministère	595 000 000	436 142 000	73,3
072	Transport fluvial	2 669 865 707	255 616 657	9,6
073	Economie et entretien du réseau de navigation	8 059 000 000	268 760 000	3,3
Code 87	**Aménagement du territoire et des grands travaux**	**85 239 152 958**	**39 989 718 942**	**46,9**
018	Pilotage de la politique du ministère	3 467 287 185	1 454 496 537	41,9
019	Aménagement du territoire	6 849 480 543	1 512 987 749	22,1
020	Projets structurants	69 385 000 000	30 664 979 787	44,2
022	Infrastructures	5 537 385 230	6 357 254 869	114,8
Code 88	**Economie, Plan et intégration régionale**	**35 572 166 123**	**7 530 663 490**	**21,2**
068	Pilotage de la politique du ministère	20 585 559 818	2 739 088 242	13,3
069	Planification et programmation du développement	10 980 128 981	3 350 709 248	30,5
070	Intégration régionale	1 298 299 447	438 065 000	33,7
140	Développement de l'économie	2 708 177 877	1 002 801 000	37,0
Code 89	**Assainissement urbain, développement local et entretien routier**	**13 960 868 963**	**10 933 072 653**	**78,3**
143	Pilotage de la politique du ministère	1 121 000 000	5 636 552 000	502,8
144	Entretien routier et assainissement urbain	12 569 492 984	5 133 370 653	40,8
145	Développement local	270 375 979	163 150 000	60,3
	TOTAL	**1 928 583 080 014**	**991 442 387 626**	**51,4**

Source : DGB

ANNEXE 5 : EXECUTION DES DEPENSES PAR DOTATION AU 30 SEPTEMBRE 2025

DOTATION AU PROFIT DES INSTITUTIONS (Hors dépenses du personnel)				
CODE	DOTATIONS DES INSTITUTIONS	PREVISIONS 2025 CP	EXECUTION AU 30 SEPTEMBRE	% D'EXEC
901	Dotation Présidence de la République	47 482 769 986	23 724 546 985	50,0
902	Dotation Assemblée Nationale	22 137 050 000	10 844 750 000	49,0
903	Dotation Sénat	12 280 000 000	6 000 000 000	48,9
904	Dotation Cour supreme	1 600 000 000	800 000 000	50,0
905	Dotation Cour des comptes et de discipline budgétaire	2 500 000 000	1 250 000 000	50,0
906	Dotation Cour constitutionnelle	1 150 000 000	575 000 000	50,0
907	Dotation Haute Cour de justice	200 000 000	100 000 000	50,0
908	Dotation Conseil économique, social et environnementa	1 385 000 000	1 188 921 500	85,8
909	Dotation Conseil supérieur de la magistrature	600 000 000	300 000 000	50,0
910	Dotation Médiateur de la République	350 000 000	175 869 600	50,2
911	Dotation Conseil supérieur de la liberté de communicat	1 017 100 000	508 550 000	50,0
912	Dotation Commission nationale des droits de l'homme	2 065 000 000	1 032 500 000	50,0
913	Dotation Conseil national du dialogue	100 000 000	50 000 000	50,0
914	Dotation Conseil consultatif des sages et des notabilités	100 000 000	50 000 000	50,0
915	Dotation Conseil des femmes	100 000 000	50 000 000	50,0
916	Dotation Conseil consultatif des personnes vivant avec	150 000 000	75 000 000	50,0
917	Dotation Consultatif de la jeunesse	100 000 000	50 000 000	50,0
918	Dotation Consultatif de la société civile et des ONG	100 000 000	50 000 000	50,0
919	Dotation Haute autorité de lutte contre la corruption	5 000 000 000	2 500 000 000	50,0
920	Dotation Commission nationale de transparence et de r	2 000 000 000	900 000 000	45,0
TOTAL		**100 416 919 986**	**50 225 138 085**	**50,0**

Source : DGB

DOTATION AU PROFIT DES MINISTERES (Hors dépenses du personnel)				
CODE	DOTATIONS DES INSTITUTIONS	PREVISIONS 2025 CP	EXECUTION AU 30 SEPTEMBRE	% D'EXEC
921	Dotation pour dépenses accidentelles	30 000 000 000	48 147 017 641	160,5
TOTAL		**30 000 000 000**	**48 147 017 641**	**160,5**

Source : DGB

ANNEXE 6 : EXECUTION DES DEPENSES SOCIALES PAR SECTEUR AU 30 SEPTEMBRE 2025

DESIGNATION	Prévisions 2025	Exécution au 30 Sept. 2025	% D'EXECUTION
Santé de base et lutte contre les maladies	**180 914 291 674**	**64 972 897 977**	**35,9**
-Programme d'acquisition et de gestion des médicaments essentiels et génériques, bilan biologique et réactifs	7 047 410 088	1 633 307 146	23,2
-Programme de la gratuité des médicaments de lutte contre le sida ,bilan biologique et réactif	15 382 108 309	9 804 016 991	63,7
-Campagne d'éducation et vulgarisation contre le SIDA	241 487 988	263 645 210	109,2
- Programme de lutte contre le paludisme et les autres maladies	11 678 367 780	1 774 107 777	15,2
- Programme de vaccination élargie	11 516 602 736	2 959 776 985	25,7
- Riposte aux épidemies	6 401 382 961	1 513 217 866	23,6
- Programme de gratuité de la césarienne	2 262 369 123	73 500 000	3,2
- Programme de lutte contre la tuberculose	414 538 419	735 776 119	177,5
- Programme de lutte contre les maladies non transmissibles, à savoir la trypanosomiase, l'onchocercose…	751 779 495	646 930 113	86,1
- Revitalisation des districts sanitaires par l'achat des équipements médico – techniques et fonctionnement des hôpitaux et centres de santé	84 401 244 774	45 568 619 770	54,0
- Construction et réhabilitation des hôpitaux généraux et de base ainsi que des centres de santé dans les villes et les centres ruraux	35 250 000 000	0	0,0
- Santé de la femme et de l'adolescente	5 567 000 000	0	0,0
Education	**161 559 813 306**	**84 661 617 042**	**52,4**
- Construction et réfection des bâtiments scolaires	15 801 000 000	1 179 331 480	7,5
- Programme de gratuité des fournitures scolaires, des manuels scolaires et des frais de scolarité ainsi que du matériel didactique au niveau des établissements primaires et secondaire, d'enseignement général, technique et professionnel	23 708 629 359	12 943 154 190	54,6
- Programme des cantines scolaires	2 848 524 184	0	0,0
-Renforcement des capacités du système éducatif et de la recherche	80 787 279 864	64 440 131 373	79,8
-Bourses, aides scolaires et universitaires	26 914 379 898	6 099 000 000	22,7
Construction, réhabilitation des infrastructures et équipements universitaires, de la recherche scientifique et de l'innovation technologique	11 500 000 000	0	0,0
Infrastructures de désenclavement	**55 719 000 000**	**1 200 000 000**	**2,2**
- Construction et réfection des pistes rurales et agricoles à travers le Programme de Développement de l'Agriculture Commerciale (PDAC)	0	0	
- Entretien des rivières , dragage et balisage	9 500 000 000	0	0,0
- Projets communautaires et revitalisation du tissu villageois	250 000 000	0	0,0
- Construction et réfection des infrastructures de désenclavement (routes, ponts, ….)	45 969 000 000	1 200 000 000	2,6
Electricité, eau et assainissement	**84 895 702 968**	**17 191 330 209**	**20,2**
- Programme « eau pour tous » afin de poursuivre l'opération d'adduction d'eau potable dans les centres urbains et ruraux	29 930 281 162	1 134 105 532	3,8
- Construction d'ouvrages électriques pour l'accès des populations à l'énergie	23 861 930 610	1 482 812 441	6,2
- Assainissement des villes avec comme corollaire, le curage des caniveaux et la destruction des gites larvaires	31 103 491 197	14 574 412 237	46,9
Protection sociale et emploi	**60 230 424 851**	**31 400 487 201**	**52,1**
- Actions caritatives et les aides sociales	747 150 655	759 912 216	101,7
- Insertion et réinsertion sociale et économique des handicapés et des minorités	575 925 168	215 971 938	37,5
- Prise en charge des personnes vulnérables et des enfants de la rue	31 494 362 518	10 938 919 500	34,7
Programme national des filets sociaux	12 000 000 000	2 400 000 000	20,0
- Auto emploi et formation aux petits métiers à travers les activités génératrices de revenus au profit des jeunes en général et particulièrement des jeunes désœuvrés	3 266 594 836	449 098 064	13,7
- Mise en œuvre de l'assurance-maladie universelle.	24 146 391 673	19 036 585 483	78,8
Agriculture, pêche et élevage	**22 968 750 560**	**2 830 387 461**	**12,3**
- Programme d'encadrement des maraîchers dans les centres urbains et ruraux	16 474 000 000	850 000 000	5,2
- Programme de distribution des semences améliorées	690 278 482	197 581 540	28,6
- Programme de vulgarisation et de démonstration des techniques agricoles	3 507 995 196	1 123 126 649	32,0
- Programme de démonstration des techniques de l'élevage	2 166 164 420	597 816 719	27,6
- Programme de métayage bovin	130 312 462	61 862 553	47,5
Promotion de la femme	**6 235 790 824**	**1 931 530 559**	**31,0**
- Question du genre	4 089 234 479	1 187 071 930	29,0
- Auto emploi et formation aux petits métiers à travers les activités génératrices de revenus au profit des femmes et des jeunes filles mères	2 146 556 345	744 458 630	34,7
TOTAL	**572 523 774 183**	**204 188 250 449**	**35,7**

Source : DGB

ANNEXE 7 : SITUATION DES SOLDES DU BUDGET DE L'ETAT AU 30 SEPTEMBRE 2025

SOLDES BUDGETAIRES	PREVISIONS LFI 2025	EXECUTION AU 30 SEPT. 2025	(%) REAL/PREV LFI
Solde primaire	**683,0**	**267,7**	**39,2**
Solde primaire hors pétrole	**-500,1**	**-413,7**	**82,7**
Solde primaire de base	**812,0**	**372,9**	**45,9**
Solde primaire de base, hors pétrole	**-371,1**	**-308,5**	**83,1**
Solde budgétaire global, dons inclus	**352,0**	**94,8**	**26,9**
Solde budgétaire global, dons exclus	**279,0**	**65,9**	**23,6**
Solde budgétaire global, hors pétrole	**-831,0**	**-586,6**	**70,6**
VARIATION NETTE DES ARRIERES	**0,0**	**238,0**	
- Variation des arriérés extérieurs	**0,0**	**0,0**	
- Accumulation d'arriérés extérieurs	0,0	0,0	
-Réduction d'arriérés extérieurs	0,0	0,0	
-Réduction d'arriérés extérieurs(2019)	0,0	0,0	
- Variation des arriérés intérieurs	**0,0**	**238,0**	
- Accumulation d'inst. de paiement	0,0	297,7	
-Réduction des inst. de paiement	0,0	-46,8	
-Réduction d'arriérés intérieurs(année ant.)		-12,9	
SOLDE BASE CAISSE	**352,0**	**332,8**	**94,5**

Source : DGB